



HAL
open science

Politisation et visibilité des immigrants ouest-africains dans la France des années 1970. Les trajectoires militantes de l'ACTAF et de Révolution Afrique

Jean-Philippe Dedieu, Aïssatou Mbodj-Pouye

► **To cite this version:**

Jean-Philippe Dedieu, Aïssatou Mbodj-Pouye. Politisation et visibilité des immigrants ouest-africains dans la France des années 1970. Les trajectoires militantes de l'ACTAF et de Révolution Afrique. Raphaël Grisey. Semer Somankidi-Coura. Une archive générative, 2017. halshs-02311518

HAL Id: halshs-02311518

<https://shs.hal.science/halshs-02311518>

Submitted on 14 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Politisation et visibilité des immigrés ouest-africains dans la France des années 1970

Les trajectoires militantes de l'ACTAF et de Révolution Afrique¹

Références : Aïssatou Mbodj-Pouye & Jean-Philippe Dedieu, in Semer Somankidi-Coura.

Une archive générative, édité par Raphaël Grisey en collaboration avec Bouba Touré.

Archive Books, Berlin, 2017 : 107-131.

Au tournant des années 1970, les migrants ouest-africains² en France évoluent dans un paysage militant profondément redessiné par les dynamiques de l'espace post-impérial franco-africain et par les transformations politiques consécutives à Mai 1968, tel qu'il eut lieu en France et en Afrique. Progressivement politisée dans l'Hexagone, la question de l'immigration devient cruciale dans les relations bilatérales entre la France et ses anciennes colonies. Durant cette décennie, les migrants post-coloniaux sont définitivement relégués au simple statut d'« étrangers »³. Leur positionnement militant ne peut se comprendre qu'à la lumière des changements politiques et sociaux tant dans les pays d'origine que de résidence, selon une approche transnationale qui permet d'analyser la circulation des identités, des idéologies et des mouvements sociaux au-delà des seules frontières des États-nations.

Les décolonisations conservatrices n'ont en effet pas mis fin aux processus de protestation qui avaient marqué l'âge impérial et contribué à la formation et à la diffusion, entre la métropole et les colonies, des idéaux anti-impérialistes. À la création par les partis uniques africains d'associations qualifiées d'« amicales » destinées à contrôler la population immigrée répond progressivement l'essor d'organisations qui contestent tant les politiques migratoires françaises que les régimes autoritaires africains. Parmi celles-ci, le cas de l'Union générale des travailleurs sénégalais en France (UGTSF) est un cas à part. Fondée à la fin des années 1950 par les autorités sénégalaises, elle a pour secrétaire général Sally N'Dongo qui

¹ Cet article reprend les éléments d'une recherche socio-historique menée par Jean-Philippe Dedieu et Aïssatou Mbodj-Pouye sur l'histoire des mobilisations dans les foyers de travailleurs migrants en France des années 1960 aux années 1970. Il constitue un premier jalon dans le projet qu'Aïssatou Mbodj-Pouye entame en 2017 sur l'histoire de la Coopérative agricole multifonctionnelle de Somankidi-Coura (CAMS).

² Les expressions « migrants ouest-africains » ou « migrants subsahariens » ont été alternativement adoptées pour désigner dans ce texte l'origine géographique des ressortissants d'Afrique subsaharienne francophone, qui émigrent en nombre au lendemain des indépendances vers l'ancienne métropole coloniale, à commencer par ceux du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal. Il importe de noter que l'État français a recours de manière extensive, durant les décennies 1960 et 1970, à des catégories administratives telles qu'« Africains noirs » ou « Autres Africains » afin de distinguer racialement ces courants migratoires de ceux en provenance du Maghreb.

³ Ce point est établi par les travaux de socio-histoire consacrée à l'immigration en France (Noiriel 2007), que rejoignent les études plus récentes d'historiens de l'Afrique (Cooper 2014, Mann 2015).

s'émancipe de la tutelle dakaroise. Tout en conservant des relations ambiguës avec l'entourage de Léopold Sédar Senghor, il fait de cette amicale une organisation au service des luttes pour des conditions de logement et de travail dignes en France auxquelles était associée une dénonciation du néo-colonialisme nourrie de son compagnonnage auprès d'anthropologues néo-marxistes et tiers-mondistes⁴.

Durant les années 1970, les migrants ouest-africains, comme les migrants nord-africains, s'engagent dans les structures et les organisations qui émergent ou se recomposent en France après le moment de Mai 1968. En rupture avec les dynamiques associatives plus anciennes et soutenues par les groupements d'extrême-gauche, des organisations nouvelles se forment. Dans une démarche similaire au Mouvement des travailleurs arabes (MTA)⁵, elles associent la lutte en faveur de meilleures conditions de vie et de travail en France à des mobilisations qui concernent la situation politique et sociale du continent africain lui-même. Elles visent à la fois *spécifiquement* les Africains à la différence des démarches parallèles d'inclusion conduites par les partis et syndicats français qu'il s'agisse de la Confédération générale du travail (CGT) ou du Parti communiste français (PCF). Elles ambitionnent aussi de les réunir *transversalement* par-delà leurs appartenances nationales et leurs statuts sociaux.

Le renouvellement est de fait profond. Il est, d'une part, *générationnel* puisqu'il concerne le passage à la mobilisation de jeunes adultes nés autour de 1950, dont certains ont connu l'expérience de Mai 1968 en France ou au Sénégal alors qu'ils étaient lycéens, étudiants ou jeunes travailleurs. Il est, d'autre part, *social* puisque ces organisations rassemblent travailleurs et étudiants. Cette distinction qui avait longtemps été marquante, notamment à l'époque coloniale, tend alors à perdre de sa force. Avec l'essor de la crise économique, les étudiants africains disposent de bourses de moins en moins bien dotées quand elles ne sont pas purement et simplement coupées par les régimes africains pour réprimer les dissidences, contraignant certains à travailler mais aussi à résider dans les foyers destinés aux travailleurs migrants. Inversement, un nombre croissant d'ouvriers subsahariens qui étaient arrivés dans l'Hexagone le plus souvent dépourvus de compétences à lire et écrire, entrent dans des cursus de formation professionnelle dispensés par des universités ou de rares entreprises.

⁴ Parmi ceux-ci, on peut citer Pierre-Philippe Rey et, plus encore, Claude Meillassoux qui a étroitement collaboré aux ouvrages édités par l'UGTSF aux éditions Maspero (Dedieu 2012a).

⁵ Le Mouvement des travailleurs arabes (MTA) fut fondé lors de la Conférence nationale des travailleurs arabes en juin 1972 à Paris. Il était composé d'étudiants et de travailleurs immigrés principalement originaires d'Algérie, du Maroc et de Tunisie (Hajjat 2011).

Pour esquisser les contours des opportunités politiques ouvertes par cette période, ce texte se propose de suivre les trajectoires de deux groupes tous deux créés en 1971, l'Association culturelle des travailleurs africains en France (ACTAF)⁶ et Révolution Afrique⁷. Prendre Révolution Afrique comme contrepoint à une mise en contexte de l'ACTAF ne répond nullement à une ambition d'exhaustivité. La nébuleuse des organisations initiées ou mobilisant des migrants ouest-africains est particulièrement difficile à reconstituer en raison de la multiplicité de ces collectifs, de leur recours à une clandestinité contrainte par la surveillance policière, ainsi que de la fluidité des positionnements individuels et collectifs sur le temps court. L'objectif n'est pas non plus d'effacer les différences. Ces deux groupes se distinguent en termes de statut et de positionnement dans l'espace politique de l'extrême-gauche française. Révolution Afrique est à ses débuts une émanation de Révolution !, organisation française issue d'une scission de la Ligue Communiste en 1971 critique de la ligne trotskiste dominante. L'ACTAF est, quant à elle, formée de militants aux affiliations politiques nettement plus diverses s'étendant de l'engagement syndical auprès la Confédération générale du travail (CGT) à l'affiliation à des groupes identifiés comme « gauchistes ». En dépit de ces différences, l'ACTAF et Révolution Afrique ont eu en partage sur une période bien circonscrite courant de 1971 à 1976 à la fois des objectifs et des répertoires d'action similaires. Leurs militants entendaient tout d'abord mobiliser pour des causes communes en Afrique et en France. Ils tentaient ensuite de recruter et de faire porter leur action au cœur des mêmes espaces, principalement les foyers de travailleurs migrants de la région parisienne. Enfin, ils ont imaginé des retours en Afrique, des projets qui seront non seulement âprement débattus mais aussi très différemment mis en œuvre par ces deux organisations.

CHRONOLOGIES. TROIS ENTREES POSSIBLES DANS LE MILITANTISME

Les après-vies de Mai 1968

De 1968 et de ses « vies ultérieures », selon l'expression de Kristin Ross (2005), date la « découverte » de l'immigration post-coloniale par les militants de la gauche et de l'extrême-

⁶ L'Association Culturelle des Travailleurs Africains en France (ACTAF) a été enregistrée en préfecture le 28 juin 1971 (Dossier ACTAF, communiqué par le bureau des associations, Direction de la police générale).

⁷ Les archives ainsi que les témoignages indiquent que Révolution Afrique est actif à partir de l'année 1971. Cf. le mémoire de Gilles de Staal (2008) ainsi que le dossier sur cette organisation aux Archives de la Préfecture de Police de Paris (versement 143 W 8).

gauche en France⁸. Les travailleurs immigrés, bien qu'ils aient été actifs avant et pendant les événements, sont « les grands oubliés des accords de Grenelle » (Boubeker et Hajjat 2008, 81). Ils deviennent pourtant dans l'après-1968 une des populations dont l'adhésion est activement sollicitée tant par les mouvements qualifiés de « gauchistes » que par le PCF et la CGT qui craignent la concurrence de ces derniers ainsi que par un large spectre d'associations caritatives ou d'organisations partisans telles que le Parti socialiste unifié (PSU). Le moment 1968 s'impose donc comme le début d'une décennie qui consacre l'émergence de la figure du « travailleur immigré » (CEDETIM 1975). Cette période, tout particulièrement la première moitié des années 1970, se caractérise par « l'intensité des mobilisations des ouvriers étrangers dans l'espace des usines » (Pitti 2008, 97). Les grèves et revendications plaident notamment pour une égalité de traitement entre travailleurs français et étrangers : « À travail égal, salaire égal ». Elles s'appuient pour ce faire sur la doctrine de l'internationalisme ouvrier que les dirigeants des grandes centrales revendiquent avec force dans leurs discours, bien qu'elle soit régulièrement remise en cause sur les lieux de travail ou par les appels au protectionnisme lors des congrès syndicaux.

ICONO/ source site de la BNF, Gallica

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b9018266h.r=Mai+1968+affiche.langEN>

1968 prend aussi tout son sens comme borne chronologique de la politisation des migrants africains dans les années 1970 en tant qu'événement global, qui éclot en France comme en Afrique, notamment au Sénégal⁹. Ainsi, au sein de l'ACTAF, Ladj Niangané se fait exclure du lycée à Kaolack, en raison de ses activités militantes en tant que « responsable du mouvement scolaire » et de « meneur du mouvement étudiant », ce qui l'incite à émigrer d'abord au Congo-Brazzaville puis en France. De même, Révolution Afrique recrute plusieurs Sénégalais socialisés en tant que lycéens ou jeunes travailleurs lors des événements du Mai dakarois, tels qu'Amadou Kane ou Mamadou Mbodji. Ces trajectoires témoignent du

⁸ Voir les travaux d'Yvan Gastaut (2000) et de Daniel A. Gordon (2012, 157).

⁹ Sur le mai 68 dakarois, voir le livre d'Abdoulaye Bathily (1992) ainsi que les travaux récents de Françoise Blum (2012) et d'Omar Gueye (2017).

croisement ou du prolongement des itinéraires et des socialisations politiques en Afrique et en France.

Les morts d'Aubervilliers en janvier 1970

Dans la nuit du 1^{er} janvier 1970, quatre Sénégalais et un Mauritanien meurent asphyxiés dans un foyer de la proche banlieue parisienne. Situé au 27 rue des Postes à Aubervilliers, il était déclaré auprès de la préfecture de Police et géré par une amicale sénégalaise dont les représentants étaient proches du consulat (Dedieu 2012a, 37). L'événement fait immédiatement l'objet d'une importante couverture de presse en France (Gastaut 2000) ainsi qu'en Afrique de l'Ouest, quoique plus marginalement, les régimes sub-sahariens étant soucieux de ne pas mettre en valeur auprès de leur opinion publique leur incapacité à assurer la protection de leurs ressortissants à l'étranger (Dedieu 2012b). Le 10 janvier, les funérailles des cinq morts d'Aubervilliers donnent lieu à une imposante manifestation devant la morgue de Paris située quai de la Rapée. Elle est suivie de l'occupation du siège du Conseil national du patronat français (CNPFF) par un groupe de militants maoïstes et d'intellectuels « engagés » tels que Marguerite Duras, Jean Genet et Pierre Vidal-Naquet (Gordon 2012, 101). Parallèlement, une autre manifestation initiée par Gilles de Staal et Madeleine de Beauséjour réunit des résidents de foyers et des militants au cimetière de Thiais, laquelle constitue, pour Gilles de Staal, le point de départ des « comités de locataires » dans les foyers (Staal 2008, 40-41). Enfin, une conférence de presse est organisée par le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) au cours de laquelle Sally N'Dongo prend la parole pour dénoncer cette tragédie.

L'incendie mortel de la rue des Postes est un jalon dans la politisation par l'extrême-gauche française de la question immigrée. Elle donne également lieu aussi à des prises de position des représentants des municipalités communistes mises en cause pour leur gestion du logement des travailleurs immigrés. Le maire d'Aubervilliers André Karman dénonce notamment la passivité coupable des ambassades et des consulats africains. Ce drame permet parallèlement la réactivation de réseaux préexistants, notamment ceux des Associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (ASTI) dont la première date de 1962 et qui s'ancrent notamment dans le catholicisme social (Abdallah 2000, 16). Il est ainsi l'occasion d'une mobilisation très large, même si la pluralité des sites retenus pour manifester sur une même journée peut donner à lire les effets de concurrence entre organisations.

Emblématique de la condition immigrée, le drame d'Aubervilliers devient un passage obligé des films documentaires comme des livres et revues militants de l'époque. L'enquête autour de l'incendie constitue ainsi l'un des principaux thèmes du film *Etranges étrangers* de Marcel Trillat et Frédéric Variot (Scopcolor 1970). Il est aussi évoqué dans plusieurs autres de l'époque (Perron 2009, 77) ainsi que dans le journal *Révolution Afrique*, contribuant de fait à une visibilité inédite des immigrés ouest-africains en France et à la formation d'une mémoire collective des réseaux militants initiés par eux ou engagés auprès d'eux.

ICONO : still de l'INA, funérailles des cinq travailleurs immigrés dans l'incendie d'Aubervilliers

Les luttes d'indépendance des colonies portugaises

Au-delà du contexte politique général marqué par les mobilisations de l'après-Mai 1968 et par la politisation spécifique de la question du logement, les luttes d'indépendance des colonies portugaises sont une référence récurrente, voire omniprésente dans les pages du journal qu'animent les militants de *Révolution Afrique*. Les nombreux articles qui leur sont consacrés, parfois illustrés de photographies, constituent autant de signes de ralliement à ces mouvements révolutionnaires qu'un appel à la pleine et définitive décolonisation du continent africain.

ICONO : Portrait d'Amílcar Cabral paru comme encart dans *Révolution Afrique* en 1973.

Les engagements en faveur de l'Angola, de la Guinée-Bissau, et du Mozambique font écho aux mouvements tiers-mondistes qui ont émergé durant la Guerre d'Algérie et se sont intensifiés avec la Guerre du Vietnam et les « révolutions tricontinentales » (Liauzu 1986, 74). Le soutien à ces dernières luttes d'indépendances qui sont marquées par le recours à la lutte armée permet de fédérer les organisations œuvrant au sein de l'immigration africaine en France. Il fournit son cortège d'événements marquants et de figures emblématiques, que la mort sacralise à l'exemple d'Amílcar Cabral, fondateur du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC) assassiné en janvier 1973 à Conakry en Guinée.

La solidarité avec ces luttes ouvre de plus à un espace proprement panafricain, au sein duquel l'Algérie indépendante, victorieuse de l'ancienne métropole coloniale, joue un rôle central de passage et de convergence pour les groupes révolutionnaires (Byrne 2016). Centré

sur les luttes de libération des colonies portugaises, un autre journal de l'époque *Libération Afrique*, qui est animé de 1972 à 1976 par les réseaux du Centre socialiste d'études et de documentation sur le tiers-monde (CEDETIM) fondé en 1967 par des militants du PSU est alimenté par les informations et les images en provenance d'Alger (Kalter 2013, 363). La connexion algérienne, et au-delà maghrébine, est également centrale pour l'ACTAF : les dons de sang ainsi que de vêtements collectés dans les foyers sont acheminés aux combattants via Alger (Soumaré 2001, 9) ; en juillet 1973, Karamba Touré, alors secrétaire général de l'ACTAF, se rend au Premier Festival Panafricain de la Jeunesse, qui se tient lui à Tunis.

ICONO: Karamba Touré avec la délégation Angolaise au festival panafricain de la Jeunesse de Tunis, 1973, (<http://www.karamba-toure.com/auteur.htm>)

Ainsi, le soutien aux luttes armées dans les colonies portugaises fait-il figure d'événement fédérateur tant par sa dimension panafricaine que par sa composante révolutionnaire, qui contraste avec les indépendances négociées entre la France et les pays d'origine de la plupart des migrants ouest-africains. L'incipit des mémoires de Siré Soumaré dont le titre est *Après l'émigration, le retour à la terre*, situe la genèse même de l'ACTAF dans l'engagement en France en faveur des luttes menées en Afrique.

DOCUMENT

Début du livre de Siré Soumaré

La vie militante en France.

Tout a commencé par un comité de soutien qui fut créé en 1970 par des travailleurs immigrés en France et intitulé Comité de soutien pour la lutte des colonies portugaises. Il avait pour but d'aider nos frères des colonies portugaises (Angola, Mozambique, Guinée Bissau, Cap-Vert et Sao Tomé et Príncipe) à recouvrer leur indépendance et leur dignité. Ce comité était ouvert à tous les Africains et à tous ceux qui étaient d'origine africaine (antillais, noirs américains, etc.).

Les activités des membres consistaient à sensibiliser les immigrés à se solidariser avec nos frères des colonies portugaises à travers des dons de sang et de vieux habits pour les combattants du front. Ce sang et ces habits, une fois collectés, étaient mis à disposition du Secours Catholique français qui les acheminait au front au nom du comité de soutien des travailleurs africains en France.

Le gouvernement français de l'époque était parmi les gouvernements qui soutenaient matériellement et financièrement cette guerre coloniale que menait le gouvernement fasciste portugais en Afrique. Par conséquent, toutes les associations, tous les comités, ou même des individus qui étaient soupçonnés d'avoir des sympathies avec ces combattants de la liberté pouvaient avoir des ennuis avec la police secrète qui surveillait les mouvements de chacun.

Pour des raisons stratégiques, ce comité changea donc de nom pour devenir l'Association Culturelle des Travailleurs Africains en France (ACTAF) qui semblait beaucoup plus neutre que le précédent, sans pour autant renoncer à ses activités et à ses objectifs.

(...)

Pendant six ans, c'est-à-dire de 1970, date de création du comité de soutien aux colonies portugaises, à 1976, date de retour du noyau dirigeant de l'ACTAF au pays, les militants de l'ACTAF se battirent pour la cause des travailleurs, notamment le logement et les expulsions. Nous passions ainsi notre temps de loisir dans les foyers entre les réunions hebdomadaires et les meetings.

Source : Soumaré 2001 (pages 5-7, extraits)

SITES, RESEAUX ET RÉPERTOIRES D'ACTION

Noms de foyers, noms de luttes

L'activité militante de Révolution Afrique comme de l'ACTAF se déploie plus particulièrement au sein et à partir des foyers pour travailleurs migrants qui constituent à l'époque le mode d'habitat largement majoritaire pour les hommes immigrés d'Afrique de l'Ouest (Dubresson 1975). La dénomination de « foyers » recouvre des logements collectifs aux statuts extrêmement divers. Il peut s'agir de garnis, d'hôtels ou de meublés gérés par des

personnes privées. Le terme peut également désigner des établissements gérés par des structures semi-publiques tels que la Société nationale de construction de logement de travailleurs (Sonacotra) fondée en 1956 durant la Guerre d'Algérie ou par des structures associatives. Ces dernières, généralement bénéficiaires des subventions publiques du Fonds d'action sociale (FAS), se sont créées à partir des années 1960 afin de remédier à la crise du logement à laquelle est confrontée la population ouest-africaine¹⁰. Ces associations reconvertissent des bâtiments industriels ou publics en dortoirs ou, plus rarement, investissent dans de nouvelles constructions. Les procédures de relogement depuis des logements insalubres vers ces nouveaux foyers ont pour effet le regroupement, souvent par centaines, de travailleurs ouest-africains, créant de nouvelles opportunités de protestation collective (Dedieu et Mbodj-Pouye 2016). Certains étudiants, qui résident en cités universitaires ou sont hébergés en appartement, en viennent progressivement à fréquenter de manière assidue ces foyers dans le cadre d'activités militantes ou de sociabilités plus ordinaires.

Les travaux africanistes ont mis l'accent sur le rôle des foyers comme lieux d'accueil et points de connexion aux communautés villageoises d'origine depuis l'époque coloniale (Manchuelle 2004). Ils ont mis en exergue les modalités du regroupement des migrants sur une base régionale puis villageoise (Diarra 1968, Quiminal 1990, Timera 1996), ainsi que les efforts de reproduction en migration des hiérarchies sociales locales faisant de fait des foyers des « villages-bis » (Daum 1998). Les possibilités de contrôle par les aînés et par le groupe villageois ont progressivement été remises en cause, en raison des transformations sociales induites par l'émigration mais aussi du fait de la politisation de certains résidents (Samuel 1975).

Par-delà les liens tissés par la parenté, la langue, l'origine régionale, ou l'appartenance nationale, les luttes qui se forment autour des foyers, font ressortir la dimension spécifiquement urbaine de ces espaces, autorisant le déploiement de réseaux affinitaires et militants d'un foyer à l'autre. Bisson, Charonne, Drancy, Pinel, Pierrefitte-Lénine, Raymond-Losserand et Riquet, pour n'en citer que quelques uns, sont certes des noms de communes ou de rue. Ils symbolisent progressivement des noms de foyers et, par métonymie, des mouvements ou des souvenirs de luttes, témoignant de l'ancrage profond et durable des migrants dans l'espace urbain de Paris et de ses banlieues. Les foyers qui étaient au départ des espaces d'assignation et de relégation pour les migrants subsahariens, en viennent à être des

¹⁰ Il s'agit notamment de l'Association pour la Formation Technique de Base des Travailleurs Africains et Malgaches (AFTAM), de l'association Soutien Dignité aux Travailleurs Africains (Soundiata) et de l'Association pour l'Aide aux Travailleurs Africains (ASSOTRAF).

espaces qu'ils revendiquent. Leurs itinéraires d'un foyer à l'autre comme d'une banlieue à l'autre dessinent une nouvelle géographie politique dont ils esquissent collectivement eux-mêmes les contours.

Enfin les foyers, parce qu'ils sont mis à disposition des migrants ou contrôlés par les pouvoirs publics, et parfois liés aux autorités consulaires des pays d'origine comme dans le cas d'Aubervilliers, sont les premiers lieux à propos desquels s'expriment des revendications liées à l'octroi de conditions dignes de logement. Ils ouvrent à des mobilisations par les migrants à l'échelle du quartier, puis de la ville, dont les élus sont régulièrement interpellés ou sollicités comme médiateurs, contribuant à insérer les résidents des foyers dans l'espace partisan et politique local. Du début des années 1960 jusqu'au tout début des années 1970, des mouvements de grèves de loyer essaient dans la proche banlieue parisienne (Dedieu et Mbodj-Pouye 2016). C'est notamment le cas en 1969 au foyer d'Ivry et au foyer Pinel de Saint-Denis (où résident Bouba Touré et Siré Soumaré de l'ACTAF), mobilisations auxquelles la tragédie d'Aubervilliers donne une légitimité et une visibilité accrue

L'une des grèves les plus marquantes concerne la mobilisation des résidents d'un foyer parisien situé au 214 rue Raymond Losserand dans le 14^e arrondissement. Cette ancienne blanchisserie avait été un des premiers bâtiments industriels convertis par la Soundiata en logement collectif en 1963. Dix années plus tard, près de trois cent travailleurs d'Afrique noire y logeaient, parmi lesquels cinq membres de l'ACTAF: Bakhoré Bathily, Moussa Coulibaly, Fode Moussa Diaby, Mady Niakhaté et Karamba Touré. Au mois d'avril, les résidents sont informés qu'ils auront à libérer le bâtiment suite à une opération de rénovation urbaine entreprise dans cet arrondissement¹¹. Plusieurs propositions de relogement dans les 13^e, 19^e et 20^e arrondissements sont soumises aux résidents. Ces suggestions sont refusées. Les résidents demandent à ne pas être séparés. Ils soulignent de plus que nombre d'entre eux travaillent dans les arrondissements voisins ou dans les usines automobiles de l'Ouest parisien. Constitués en "Comité des travailleurs africains" également nommé "Comité de lutte", ils se font représenter par un délégué par chambre. Un comité de soutien local se met parallèlement en place qui inclut des voisins eux aussi touchés par l'opération de rénovation urbaine. Parmi les luttes des foyers de l'époque, cette mobilisation est singulière tant par l'ampleur des soutiens que par la tentative, même inaboutie, d'une coordination étendue à l'ensemble des foyers en lutte.

¹¹ Ces éléments proviennent du Fonds Monique Hervo, déposé à l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), Paris.

Comme dans le cas d'Aubervilliers, la couverture médiatique est ample, dépassant les simples cercles de la presse militante et les réseaux de soutien les plus proches. Artisan de l'Union de la Gauche et premier secrétaire du Parti Socialiste, François Mitterrand visite le site le 19 janvier 1974. Il y déclare que «les conditions désastreuses d'hébergement qui sont faites aux travailleurs africains qui habitent ici sont beaucoup moins convenables que ce que j'avais moi-même quand j'étais prisonnier de guerre en Allemagne»¹². En dépit des efforts de coordination avec d'autres foyers en grève et de la multiplicité des soutiens, les résidents sont finalement expulsés le 26 janvier 1974. Ils sont irrémédiablement dispersés dans cinq foyers parisiens.

Les foyers, qui sont les points de départ de luttes spécifiques centrées sur la question du logement, s'avèrent également être des sites de connexions avec les luttes ouvrières de l'époque à l'exemple des mobilisations conduites, dans la première moitié des années 1970, par les ouvriers immigrés d'entreprises publiques et privées telles que Renault-Billancourt, Peñarroya, ou Girosteel. Entreprise de métallurgie située en banlieue parisienne, l'usine Girosteel du Bourget est ainsi le théâtre en 1972 d'un conflit conduit par des ouvriers majoritairement immigrés pour dénoncer des « conditions de travail particulièrement pénibles », « la faiblesse des salaires », ainsi que « la gestion ethnique de la main d'œuvre » (Vigna 2007, 123-124). Une affiche donne à lire des modalités d'action qui s'inscrivent dans les lieux de travail comme de résidence: « AU FOYER : DRANCY- grève des loyers » et « A L'USINE : GIROSTEEL – grève – occupation ». Ces slogans de la richesse et de la circulation des répertoires d'actions au sein de populations longtemps pensées comme simplement « agies ».

Gérald Bloncourt, Grève avec occupation à l'usine Girosteel du Bourget, 24 février 1972
Musée national de l'histoire de l'immigration

Différences idéologiques, alliances politiques

En termes idéologiques, Révolution Afrique peut être identifié comme un collectif plus nettement anti-institutionnel que l'ACTAF. Révolution Afrique est au début une

¹² Dépêche de l'Agence France Presse (AFP), 19 janvier 1974 (Fonds Monique Hervo, IHTP).

émanation de l'organisation trotskiste Révolution !, qui est issue en 1971 d'une tendance minoritaire à l'intérieur de la Ligue Communiste en ce que ses membres s'avéraient sensibles à la révolution culturelle en Chine et se montraient particulièrement intéressés par la question de l'immigration en France (Salles 2005, 101-102). Le positionnement de Révolution Afrique est rapidement devenu une source de tensions en interne au point d'aboutir en avril 1976 à la création de l'Organisation des Communistes Africains (OCA) afin de lui donner une pleine autonomie d'action.

Bien que soucieux de leur indépendance à l'égard de Révolution !, les militants de Révolution Afrique n'est restent pas moins idéologiquement solidaires des groupements d'extrême-gauche très critiques du PCF et de la CGT. Cette identité « révolutionnaire » et ce positionnement « gauchiste » sont loin d'être toujours bien acceptés au sein même des foyers. Ainsi, le foyer de Drancy entre en grève des loyers en décembre 1971, suite à la mobilisation initiée depuis le foyer voisin de Pierrefitte où résidaient les premiers militants africains de Révolution Afrique. Ce même foyer est l'objet d'une lutte d'influence entre militants révolutionnaires africains épaulés par leurs camarades français et des délégués proches du PCF soutenus par la municipalité communiste, lutte qui donne lieu à une rixe, puis à une remise au pas des militants africains (Staal 2008, 117).

L'ACTAF, pour sa part, regroupe des militants d'horizons partisans et syndicaux plus divers que Révolution Afrique. L'ACTAF a certes parmi ses membres des militants identifiés comme « gauchistes », à l'exemple de Karamba Touré¹³. D'autres sont toutefois syndiqués à la CGT, tels que Fode Moussa Diaby, Siré Soumaré, ou Boubou Touré, voire même délégués du personnel CGT comme Ladjani Niangané. Les liens avec la centrale sont suffisamment soutenus pour qu'à partir de 1972 elle fournisse à l'ACTAF un local situé au 163 boulevard de l'Hôpital dans le 13^e arrondissement de Paris servant et de siège et de lieu de réunion¹⁴.

Les divergences idéologiques entre l'ACTAF et Révolution Afrique n'interdisent toutefois pas des actions communes. Ainsi la grève du foyer Losserand est-elle l'occasion de rapprochements, comme en témoigne un document recensant les nombreuses organisations qui apportent leur soutien à la mobilisation des résidents.

¹³ Selon une note des Renseignements Généraux, Karamba Touré aurait été « lié aux maoïstes de l'ex-Gauche Proletarienne » (Renseignements Généraux, « Afrique et Dom-Tom », 2 mars 1974, Archives Nationales, versement 19870623/1).

¹⁴ Lettre d'André Mesas, Secrétaire général du Centre intersyndical du 13^e arrondissement, 26 juin 1972 (Dossier ACTAF, communiqué par le bureau des associations, Direction de la police générale).

Les contours idéologiques changeants ainsi que les alliances stratégiques mouvantes de ces organisations soulignent la difficulté de restituer avec précision le paysage militant de ces années. En dépit de ces tensions, il est toutefois possible de discerner un espace de références communes tant politiques que culturelles. Dans la poursuite du mouvement de Mai, la création collective répond à la volonté de déplacer les frontières de l'art et de la politique et de développer une esthétique radicale à des fins émancipatrices: des « arts de résistance ».

Représentation militante, répertoire culturel

Dès les années 1960, les conditions de vie et de logement des migrants ouest-africains sont l'objet de plusieurs documentaires réalisés par des professionnels de l'image. Des reportages tels que *Travailleurs africains* (1962-1963) de Jean-Luc Leridon, *Ouvriers noirs de Paris* (1964) de Jacques Krier ou bien encore *Afrique des Banlieues* (1967) de Jean Schmidt s'attachent à filmer les caves, les taudis ou les foyers dans lesquels les travailleurs sub-sahariens ont trouvé refuge et à recueillir les témoignages de ces derniers, parfois contre leur volonté même. Une lecture attentive de ces documentaires témoigne de la difficulté des migrants à imposer une représentation visuelle valorisante de leur groupe social (Dedieu 2012b).

Dans les années 1970, des dispositifs nouveaux sont toutefois expérimentés dans une perspective militante. Quand bien même le foyer demeure-t-il un réservoir d'images pour les journalistes de la presse imprimée et télévisuelle, il devient progressivement un lieu et de production culturelle, et d'animation culturelle par les militants eux-mêmes.

En 1972, Révolution Afrique se saisit ainsi d'une journée de débats et d'animations organisée dans le foyer de Drancy alors en grève pour y tourner un film. Intitulé *Portes ouvertes à Drancy*, il est tourné par Richard Copans à l'époque membre de Révolution !¹⁵, puis monté par Madeleine Beauséjour, initiatrice du groupe avec Gilles de Staal¹⁶. Il donne une large part aux discours de militants, tout en mettant également en scène le graphisme radical du journal éponyme publié par le groupe. *Portes ouvertes à Drancy* est loin d'être un

¹⁵ Richard Copans sera affilié plus tard au collectif militant Cinélutte. Entretien avec Richard Copans, Paris, 11 décembre 2015.

¹⁶ Une copie détenue par Samba Sylla, militant de Révolution Afrique, a été déposée aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis. Une autre copie a été numérisée par Tanguy Perron. Nous le remercions de nous l'avoir communiquée.

cas isolé ou une exception visuelle. Un jeune réalisateur Mauritanien, Sidney Sokhona tourne entre 1972 et 1975 le film *Nationalité: Immigré* à l'occasion d'une grève des loyers au foyer Riquet dans le 19^e arrondissement de Paris dans lequel il réside. Le réalisateur y joue son propre rôle et fait intervenir comme personnages les acteurs même de cette grève, qu'il s'agisse des résidents ou des moniteurs d'alphabétisation, dans des mises en scènes inspirées par un autre réalisateur mauritanien, Med Hondo. *Bicots Nègres nos voisins* de ce dernier, *Portes ouvertes à Drancy* et *Nationalité: Immigré* constitueront les titres clefs cités par *Révolution Afrique*¹⁷. Sidney Sokhona prolonge son œuvre sur la condition immigrée en tournant en 1976 le film *Safrana ou le droit à la parole* qui prend pour objet les stages d'initiation aux pratiques agricoles entrepris en France par les membres de l'ACTAF. Comme le réalisateur l'explique lors d'une interview accordée aux *Cahiers du Cinéma* (Oudart et Daney 1978): « Ce qui est positif dans *Safrana*, c'est que les gens, en prenant conscience politiquement de la réalité, se posent la question de l'identification à eux-mêmes: qui je suis et à quoi j'appartiens ? ». Le film compte parmi ses acteurs Bouba Touré. D'abord ouvrier à son arrivée en France en 1965, ce dernier avait passé son Certificat d'aptitude professionnelle (CAP) de projectionniste en 1971, puis entamé une carrière de photographe, soulignant la variété des engagements dans les métiers de l'image des militants africains¹⁸.

Still de Journée Portes Ouvertes à Drancy, film de Révolution Afrique.

Outre la production ou la participation à des productions cinématographiques, l'ACTAF et Révolution Afrique ont également recours au théâtre. L'usage politique mais aussi didactique du théâtre est alors répandu dans les milieux militants (Hadj Belgacem 2016). En 1975, un premier Festival de théâtre populaire des travailleurs immigrés est organisé à Suresnes grâce au soutien du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) et de la Cimade (Escafré-Dublet 2008, 15). Révolution Afrique monte une troupe qui associe des militants africains du groupe à de jeunes ouvriers et étudiants, en collaboration avec un groupe d'artistes brésiliens exilés (Staal 2008, 150-151). Leur pièce « Ankê Misskinnê ! » est décrite comme un « montage de documents historiques et de témoignages recueillis dans les luttes de l'immigration et en Afrique »¹⁹. En 1976, les membres de l'ACTAF recourent également à l'expression dramaturgique. Peu après leur retour de stage,

¹⁷ Voir par exemple *Révolution Afrique*, n°17, nov.-déc. 1976, p. 15.

¹⁸ Entretien avec Bouba Touré, Paris, 13 octobre 2016.

¹⁹ Cette présentation est issue du journal *Révolution Afrique*, n°17, nov.-déc. 1976, p. 15. « An ke misikiine » signifie en soninké « Toi, le pauvre ».

ils mettent en scène un spectacle *L'immigration, quelle solution ?* afin d'exposer le projet et les raisons de leur retour en Afrique (Soumaré 2001, 24).

ICONO : Affiche du théâtre ACTAF Immigration : quelle solution ?

Mis en représentation, les foyers sont également des lieux de projection de films, ceux qui y furent tournés comme d'autres dédiés à des conflits plus lointains. Le fait même d'avoir filmé *Portes ouvertes à Drancy* permet à Révolution Afrique de transformer un dispositif politique et culturel d'intervention dans un foyer en un vecteur de nouvelles interventions dans d'autres espaces. Le film est ainsi projeté lors la Semaine d'action et d'information des travailleurs africains organisée en novembre et décembre 1972, laquelle mêle diffusion de documentaires sur la guerre d'Algérie ou sur des conflits ouvriers en France. De même, Bouba Touré reçoit l'une des rares copies de *Nationalité: Immigré* qu'il projette au fil des années dans les foyers comme dans les Maisons des jeunes et de la culture (MJC) à Paris comme dans toute la France.

<p>« Film sur la lutte des travailleurs africains noirs et arabes du foyer de Drancy »</p> <p>« Film sur la lutte contre la circulaire FONTANET »</p> <p>« Film sur le dernier discours d' Amílcar Cabral »</p> <p>« La politique du PCF devant la lutte de libération du peuple algérien »</p> <p>« La lutte unie des travailleurs immigrés et français d'une usine de peinture »</p> <p>« No Pincha » : dans les maquis de Guinée Bissao</p> <p>« Soleil O », Film Africain</p> <p>« Pourquoi les ouvriers immigrés sont obligés de quitter la brousse. Comment nous sommes exploités »</p> <p>« LIP » Film des travailleurs de l'usine LIP en lutte depuis 7 mois</p>
--

DOCUMENT : liste des films projetés lors de la Semaine d'action et d'information des travailleurs africains²⁰

Les activités culturelles des migrants ouest-africains ne sont pas sans éveiller la suspicion des autorités françaises. Ainsi le directeur des Établissements d'aide aux travailleurs

²⁰ Liste figurant dans la note du 13 décembre 1973 (Dossier « Révolution Afrique », Archives de la Préfecture de Police de Paris, versement 143 W 8).

migrants qui regroupent les foyers gérés par le Bureau d'aide sociale et dépendent de la Préfecture de Paris, informe-t-il au milieu des années 1970 un de ses animateurs de ce que « l'Administration estime inopportune la projection du film de Monsieur Sydney SOKHONA » dans ces foyers et demande à ce qu'il veille « au respect de cette interdiction »²¹. Les autorités africaines sont également soucieuses de l'éventuelle portée de l'action de ces militants dans leurs Etats. Samba Sylla évoque ainsi la manière dont il s'est vu présenter des coupures du journal *Révolution Afrique* par des agents de la Sécurité nationale lors de ses séjours au Mali, témoignant de la surveillance par le gouvernement malien des activités politiques et des productions culturelles des groupements ouest-africains en France²².

HORIZONS DU RETOUR

L'ACTAF et *Révolution Afrique* sont progressivement soumises à plusieurs épreuves de réalité qui les contraignent à revisiter et redessiner plus avant les projets initiaux de retour en Afrique dont ils avaient élaboré la trame en France. L'ACTAF entendait le retour de ses membres dans un cadre coopératif à vocation agricole tandis que *Révolution Afrique* ancrerait le sien dans un cadre clandestin à vocation révolutionnaire. Les sécheresses sahéliennes ainsi que la crise économique en France précipitent leur réflexion quant à la nature et l'urgence d'un retour en Afrique.

Politiques françaises de retour, sécheresses dans les pays sahéliens

Consécutives au choc pétrolier de 1973, la profonde récession qui affecte la France conduit les pouvoirs publics à inaugurer des politiques destinées à freiner les flux migratoires et à organiser le retour des migrants dans leur pays d'origine. Les conditions d'entrée et de séjour se durcissent d'année en année. L'Etat français suspend officiellement en 1974 l'immigration. En 1977, Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au travail chargé des travailleurs manuels et des immigrés met en place un dispositif public d'aide au retour qui est dénoncée par l'extrême gauche comme la gauche. Ces politiques de retour s'adosent à l'hypothèse d'une participation des migrants au développement de leur pays d'origine qui permettrait la régulation de l'immigration par le développement (Dedieu 2012a).

²¹ Note du directeur des établissements d'aide aux travailleurs migrants, 17 novembre 1975 (Archives de Paris, versement 2024W 2).

²² Entretien avec Samba Sylla, Paris, 12 mai 2015.

Les sécheresses au Sahel du début des années 1970 renforcent ce paradigme développementaliste auprès des Etats africains faisant écho à leur volonté plus ancienne de contrôler l'émigration. Au Mali, qui faisait figure, avec la Haute-Volta, de réservoir de main-d'œuvre pour les pays côtiers durant la période coloniale, Modibo Keita, avant même de devenir le premier Président, avait fermement pris position contre les départs de travailleurs, qu'il accusait de désertir le chantier de la construction nationale. Durant les années 1960, les autorités maliennes s'efforcent de contrôler la circulation des travailleurs migrants en instaurant un laissez-passer (Gary-Toukara 2003) tandis que des représentants de l'Etat malien invitent les migrants à rentrer au pays lors de leurs passages en France²³.

Les émigrés eux-mêmes, confrontés à la fois à la couverture médiatique de la sécheresse et à des sollicitations familiales de plus en plus pressantes, se retrouvent également en première ligne. Des collectes ont de nouveau lieu, mais cette fois en direction des pays d'origine et encadrées par des ONG. Dans un contexte d'injonctions multiples au retour, il s'agit de comprendre la manière dont les migrants eux-mêmes se sont réappropriés cette idée. Le retour est, selon le sociologue Abdelmalek Sayad, à la fois « le désir et le rêve de tous les immigrés », comme l'imposition et le produit d'une pensée d'Etat qui ne les conçoit que comme « révocables » (Sayad, 2006). Entre ces deux pôles, les projets de retour élaborés par Révolution Afrique et l'ACTAF donnent à voir la manière dont les deux groupes se sont situés par rapport aux politiques publiques développées par les Etat français et africains mais aussi par rapport à l'idéologie développementaliste qui pénètre progressivement les organisations caritatives et les associations de solidarité internationale.

Retour révolutionnaire, retour coopératif

L'élément déterminant sur lequel ces deux groupes se démarquent fortement des injonctions de l'époque est le caractère collectif du retour. Il a pour conséquence que les choix des sites déjouent les attentes d'un retour « chez soi ». Les projets de retours initiés par l'ACTAF et Révolution Afrique envisagent en effet une installation sur un site commun de membres d'origines nationales diverses, site qui n'est donc pas la localité même d'origine de la plupart des militants. La dimension panafricaine des premiers engagements de l'ACTAF,

²³ Ainsi, un article publié dans *L'Humanité* le 21 janvier 1965 signale que le maire de Kayes, le secrétaire général de l'Union Soudanaise parti gouvernemental et le consul général du Mali, en visite dans plusieurs foyers de la région parisienne « ont indiqué que le gouvernement malien désirait voir cesser toute émigration de sa main d'œuvre vers l'étranger et invitent ceux qui se trouvent au chômage de rentrer chez eux » et évoque des propos similaires tenus par un député du Sénégal (Archives de la préfecture de Police de Paris A10, 1965-1973).

de même que les discours et les pratiques de Révolution Afrique, attachée à couvrir dans leur journal un large éventail de situations politiques sur le continent, jouent en l'espèce un rôle central. Ce parti-pris ne signifie pas pour autant que la proximité ou de la distance par rapport aux localités d'origine ne joue pas, dans les dynamiques internes à ces deux groupes, un rôle décisif pour la suite.

En revanche, leurs positionnements par rapport aux autorités locales et la concrétisation ou non du projet du développement quant à eux donnent à voir de nettes divergences, qui reflètent leur positionnement politique différent et les nuances sociologiques de leur recrutement. Révolution Afrique a pour horizon la perspective d'un retour révolutionnaire. Il se concrétise par la création durant l'été 1976 d'un sous-groupe « Retour en Afrique ». Ce projet crée des dissensions internes, divisant notamment militants Africains et Français. En effet, il intervient au moment où les militants âgés d'environ 25 ans au début du mouvement approchent de la trentaine : plusieurs membres africains du groupe expliquent que pour eux, l'abandon des études ou d'un emploi, et surtout le fait de quitter la France à l'époque où les conditions d'entrée en France se durcissaient, constituaient des choix conçus comme irrévocables, alors que pour les militants disposant de la nationalité française le repli en France dans l'éventualité d'un échec demeurerait une option²⁴. De plus, ce projet est discuté à un moment où la situation du groupe est de plus en plus tendue. En effet, en décembre 1976 l'OCA est dissolue par le ministère français de l'Intérieur, contraignant ses membres à la clandestinité. Cette décision, première d'une série interdiction d'associations formées de militants étrangers et estimées trop engagées à l'extrême-gauche, est à la fois l'occasion d'une mobilisation très large et la source de difficultés matérielles et de contraintes fortes. Le sous-groupe « Retour en Afrique » finit par susciter quelques retours au Sénégal, autour d'un projet de librairie à Thiès, mais n'aboutit pas à la constitution d'une structure pérenne. Figure charismatique du groupe et principal animateur africain, Mamadou Konté se lance dans l'organisation et la production de concerts. Cette activité initialement lancée pour financer les projets de retour, devient ensuite un projet en soi, achevant la dislocation du groupe.

Dans le cas de l'ACTAF, l'orientation vers un projet concret de retour anime le groupe dès juin 1974 selon Siré Soumaré (2001, 9). Contrairement aux projets de Révolution Afrique, il s'agit, selon les termes de leur communiqué, de « retourner à la terre ». L'ambition est de promouvoir un modèle de périmètre irrigué et de coopérative qui correspond à une réflexion menée en interne. Ainsi, d'après Ladjani Niangané, le groupe prend pour modèle l'expérience

²⁴ Ainsi de Samba Sylla, né en 1948, qui avait rejoint Révolution Afrique vers 1972, ou de Modou Mbodji, également né en 1948, membre du groupe dès son arrivée en France en 1973.

asiatique pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire, dans des débats qui ont lieu en France en amont du départ. Pour autant, le projet s'inscrit dans un contexte où de vastes programmes de développement sont expérimentés par l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) et le Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS)²⁵, avec l'appui des organisations non-gouvernementales œuvrant dans le bassin du fleuve Sénégal.

Contrairement à Révolution Afrique qui ne peut envisager qu'un retour clandestin, l'ACTAF se propose de négocier son retour avec les autorités africaines mêmes. Le Mali accède à leur requête de disposer d'un lieu d'installation et de terres à cultiver, leur offrant même les honneurs officiels à leur arrivée. Au-delà du soutien initial de la CGT et d'associations de soutien aux migrants, le projet de retour mobilise des organisations non-gouvernementales ainsi que des associations qui, souvent d'obédience catholique, sont liées au monde agricole. Ainsi, l'Association champenoise de coopération inter-régional (ACCIR) accompagne le projet de l'ACTAF sur la durée. Elle propose des stages de formation, sollicite comme partenaires notamment le Comité catholique contre la famine et pour le développement (CCFD) et la CIMADE, tandis que le suivi du projet est confié à l'Association œcuménique pour le développement (ACOEDEV). Le projet prend forme à travers la création d'une structure de droit malien pour devenir la Coopérative agricole multifonctionnelle de Somankidi-Coura (CAMS).

En dépit de ces appuis multiples, le projet s'inscrit dans une autonomie revendiquée à l'égard des partenaires comme des discours qui prônent le retour des migrants. Lorsque qu'en 1979, l'ACCIR sollicite l'appui de l'ACTAF pour initier d'autres retours depuis la France, un refus leur est opposé au motif que: « vu le climat de l'immigration, ce départ peut être interprété comme une caution à la politique du gouvernement français de vouloir renvoyer tous les immigrés (...) au moment où le gouvernement de Giscard d'Estaing proposait dix mille francs français à tout immigré qui désirait retourner chez lui » (Soumaré 2001, 95). Si l'indépendance de l'ACTAF à l'égard du régime militaire de Moussa Traoré reste à élucider, les témoignages soulignent que le choix de revenir au Mali sous une dictature fit l'objet d'incompréhensions, voire de critiques (Granotier 1977, 135), témoignant des paradoxes de l'action collective dans des situations de contrainte politique extrêmes.

²⁵ L'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) fut fondé en 1972 tandis que le Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) le fut en 1973 en réponse aux grandes sécheresses qui ont frappé le Sahel et rassemblant à ses débuts des Etats tels que le Mali, la Mauritanie et le Sénégal.



Suivre les itinéraires et les interactions des militants de l'ACTAF et de Révolution Afrique permet de mettre au jour un univers de causes et de références politiques communes s'étendant des pensées tiers-mondistes aux rêves auto-gestionnaires dans le prolongement des mouvements de Mai en France comme en Afrique. Leurs parcours mettent à jour que les foyers n'ont jamais été de simples enclaves isolées du tumulte du monde et animées de la stricte reproduction de coutumes et de hiérarchies sociales bien souvent réifiées. Ils révèlent les géographies multiples de la migration constituées de la circulation des hommes d'une rive à l'autre de la Méditerranée et tissées, au fil des changements politiques et sociaux, de la diffusion et de la formation collective des idéologies, des identités et des répertoires d'action d'une région d'origine à l'autre et d'une banlieue à l'autre.

En dépit de leurs devenirs différents, l'ACTAF et de Révolution Afrique ont eu à affronter des dilemmes similaires dans leurs rapports aux autorités et aux institutions des pays d'origine comme de résidence. Le projet radical de Révolution Afrique s'est heurté au déclin des pensées tiers-mondistes et à la répression de l'Etat français à l'encontre des organisations d'extrême-gauche. Le projet coopératif de l'ACTAF s'est lui progressivement inséré dans les dispositifs développementalistes qui émergent durant les années 1970 pour freiner les flux migratoires et cautionner le désengagement des Etats sahéliens de leurs domaines traditionnels d'intervention au profit des organisations non-gouvernementales (Mann 2015).

Ces divergences expliquent la mémoire fortement contrastée laissée par ces deux organisations. La Coopérative fondée par l'ACTAF s'est imposée comme référence fondatrice de la littérature grise et anthropologique pour valoriser les projets de co-développement portés par les associations de migrants, sans que la complexité des positionnements individuels et collectifs par rapport aux programmes nationaux et ceux portés par les organisations non-gouvernementales ne soit pour autant perceptible. Largement absente de l'histoire politique de l'immigration africaine, la trajectoire de Révolution Afrique demande pour sa part à être écrite au-delà du seul témoignage autobiographique publié par Gilles de Staal afin de restituer les dynamiques d'un groupe également travaillé par des injonctions multiples et de saisir ainsi les flux et les reflux des utopies révolutionnaires de cette décennie.

BIBLIOGRAPHIE

- Bathily, Abdoulaye, 1992. *Mai 68 à Dakar ou la révolte universitaire et la démocratie*. Paris: Chaka.
- Blum, Françoise, 2012. « Sénégal 1968: révolte étudiante et grève générale », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 59, no. 2, pp. 144-177.
- Boubeker, Ahmed et Abdellali Hajjat, eds, 2008. *Histoire politique des immigrations (post)coloniales. France, 1920-2008*. Paris: Amsterdam.
- Byrne, Jeffrey James, 2016. *Mecca of Revolution: Algeria, Decolonization, and the Third World Order*. New York: Oxford University Press.
- Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), 1975. *Les immigrés: contribution à l'histoire politique de l'immigration en France*. Paris: Stock.
- Cooper, Frederick, 2014. *Citizenship between Empire and Nation: Remaking France and French Africa, 1945-1960*. Princeton: Princeton University Press.
- Dedieu, Jean-Philippe, 2012a. *La parole immigrée. Les migrants africains dans l'espace public en France (1960-1995)*. Paris, Klincksieck.
- Dedieu, Jean-Philippe, 2012b. « S'engager dans l'image. Migrants ouest-africains et journalistes français dans les années 1960 », *Ethnologie française*, 42, no. 4, pp. 811-822.
- Dedieu, Jean-Philippe et Aïssatou Mbodj-Pouye, 2016. « The First Collective Protest of Black African Migrants in Post-colonial France (1960-1975). A Struggle for Housing and Rights », *Ethnic and Racial Studies* 39, no. 6, pp. 958-975.
- Daum, Christophe, 1998. *Les associations de Maliens en France: migrations, développement et citoyenneté*. Paris: Karthala.
- Diarra, Souleymane, 1968. « Les travailleurs Africains noirs en France », *Bulletin de l'I.F.A.N. Série B* 30, no. 3, pp. 884-1004.
- Dubresson, Alain, 1975. « Les travailleurs Soninké et Toucouleur dans l'Ouest parisien », *Cahiers de l'ORSTOM*, 12, no. 2, pp. 189-208.
- Escafré-Dublet, Angéline, 2008. « L'Etat et la culture des immigrés, 1974-1984 », *Histoire@Politique*, 1, no. 4, p.15-15.
- Gary-Touunkara, Daouda, 2003, « Quand les migrants demandent la route, Modibo Keita rétorque: "Retournez à la terre" : Les "Baragnini" et la désertion du "chantier national" (1958-1968) », *Mande Studies*, 5, pp. 49-64.
- Gastaut, Yvan, 2000. *L'immigration et l'opinion en France sous la V^e République*. Paris: Seuil.
- Gordon, Daniel A., 2012. *Immigrants & Intellectuals. May'68 and The Rise of Anti-Racism in France*. Pontypool: Merlin Press.
- Granotier, Bernard, 1977. « Immigration et expression théâtrale », *Travail théâtral*, no. 26, pp. 134-138.
- Gueye, Omar, 2017. *Mai 1968 au Sénégal. Senghor face aux étudiants et au mouvement syndical*. Paris: Karthala.
- Hadj Belgacem, Samir, 2016. « Le théâtre au service de la cause immigrée (1970-1990) », *Plein droit*, no. 109, pp. 36-40.

- Hajjat, Abdellali, 2011. « The Arab Workers' Movement (1970-1976). Sociology of a New Political Generation », In Julian Jackson, Anna-Louise Milne and James S. Williams, eds. *May 68. Rethinking France's Last Revolution* Basingstoke: Palgrave Macmillan: 109-121.
- Kalter, Christoph, 2016. *The Discovery of the Third World. Decolonization and the Rise of the New Left in France, c.1950–1976*. New York: Cambridge University Press.
- Liauzu, Claude, 1986. « Le tiers-mondisme des intellectuels en accusation. Le sens d'une trajectoire », *Vingtième Siècle* 12, no. 1, pp. 73-80;
- Manchuelle, François, 2004. *Les diasporas des travailleurs soninkés (1848-1960). Migrants volontaires*. Paris: Karthala.
- Mann, Gregory, 2015. *From Empires to NGOs in the West African Sahel: The Road to Nongovernmentality*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Noiriel, Gérard, 2007. *Immigration, Antisémitisme et Racisme en France, XIX^e-XX^e siècle: discours publics, humiliations privées*. Paris: Fayard.
- Oudart, Jean-Pierre, et Serge Daney, 1978. « Entretien avec Sidney Sokhona », *Cahiers du Cinéma*, no. 285, pp. 48-54.
- Perron, Tanguy, ed., 2007. *Histoire d'un film, mémoire d'une lutte*. Paris: Scope et Montreuil: Périphérie.
- Pitti, Laure, 2008. « "Travailleurs de France, voilà notre nom." Les mobilisations des ouvriers étrangers dans les usines et les foyers durant les années 1970 », in Ahmed Boubeker et Abdellali Hajjat (eds.), *Histoire politique des immigrations (post)coloniales. France, 1920-2008*, Paris: Amsterdam, pp. 95-111.
- Quiminal, Catherine, 1991. *Gens d'ici, gens d'ailleurs: migrations Soninké et transformations villageoises*. Paris: Christian Bourgois.
- Ross, Kristin, 2005. *Mai 68 et ses vies ultérieures* (traduit par Anne-Laure Vignaux). Bruxelles: Complexe et Paris: Le Monde diplomatique.
- Samuel, Michel, 1975. *Le prolétariat noir africain en France*. Paris, Maspéro.
- Sayad, Abdelmalek, 2001. « Le retour, élément constitutif de la condition d'immigré », in *L'immigration ou les paradoxes de l'Altérité. Tome 1. L'illusion du provisoire*. Paris: Raisons d'Agir.
- Soumaré, Siré, 2001. *Après l'émigration, le retour à la terre. L'exemple de Somankidi-Koura*. Bamako: Jamana.
- Staal, Gilles de, 2008. *Mamadou m'a dit. Les luttes des foyers, Révolution Afrique, Africa Fête...* Paris: Syllepses.
- Timera, Mahamet, 1996. *Les Soninké en France, d'une histoire à l'autre*. Paris: Karthala.
- Viet, Vincent, 1998. *La France immigrée. Construction d'une politique (1914-1997)*. Paris: Fayard.
- Vigna, Xavier, 2007. *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.